

# The “Crowding Out Capitalism” à la Français

## À crise du système, solutions systémiques

Conclusion du livre des économistes de la CGT, Nasser Mansouri-Guiliani et Jean-Christophe Le Duigou. *10 propositions pour sortir de La Crise, sans recommencer comme avant!* Paris: Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières; 2009, pp. 149-152.

« Les gouvernements veulent voir, dans tous les indices d'amélioration de la conjoncture économique, l'annonce d'une sortie imminente de la crise. Il n'est bien sûr pas impossible que les économistes retrouvent un certain chemin de croissance dans les mois qui viennent. Mais cette croissance sera lente, chaotique. Il faudra plusieurs années pour que la production retrouve son niveau de 2008. Nous ne serons pas pour autant sortis des difficultés.

Le capitalisme mondialisé est en crise. On ne peut pas sortir durablement de cette crise de système par un discours moralisant et l'appel à l'autorégulation.

Cette crise montre que le libéralisme économique et le régime d'accumulation financière, dont nombre de gouvernements et d'experts se sont fait pendant trois décennies les hérauts, ne parviennent plus à convaincre.<sup>1</sup> De plus en plus d'analystes sont convaincus que ce libéralisme est responsable d'au moins une partie des problèmes. « C'est probablement un cycle qui se termine et une nouvelle période qui s'ouvre<sup>2</sup> », prédit Pierre-Noël Giraud.

La crise actuelle appelle une nouvelle stratégie de croissance à l'échelle mondiale, fondée sur un projet de développement humain durable. Elle justifie une rupture avec les logiques de rentabilité financière et souligne le besoin de profondes transformations économiques et sociales.

Le travail, son rôle, sa place se trouvent bien au cœur de cette problématique.

Une véritable transformation des politiques économiques est indispensable<sup>3</sup>, de même qu'un bouleversement de la gestion des entreprises. La promotion du travail, le droit à un travail décent et la protection des travailleurs exigent la mise en place de nouvelles garanties partout dans le monde. Il faut à la fois soutenir l'emploi, la consommation et l'investissement productif, tant en France qu'en Europe et à l'échelon du monde.

L'éradication de la pauvreté, la lutte pour l'égalité dans tous les domaines, le développement d'une écologie responsable et réaliste, sont les trois grands défis auxquels est confrontée la planète. Face au pouvoir des actionnaires et des fonds financiers, il est nécessaire de promouvoir des avancées démocratiques qui redonnent aux salariés et aux citoyens les outils leur permettant de choisir leur avenir.

En somme, il ne s'agit de rien de moins que favoriser une réorientation des conditions du développement. Nous avons voulu contribuer à cette entreprise en avançant, à travers les dix chapitres de ce livre, plusieurs orientations. Nous les résumerons dans les dix points suivants:

1. L'enjeu fondamental porte sur la finalité de l'activité économique. Il s'agit, pour nous, de répondre aux besoins économiques et sociaux en articulant les préoccupations du présent et du futur. Dans cette perspective, le développement concerté des capacités humaines partout dans le monde est une priorité. La mise en œuvre du Pacte mondial pour l'emploi élaboré dans le cadre de l'Organisation internationale du travail doit en être l'outil.
2. Le système dans lequel, à l'échelon mondial, les déséquilibres s'autoentretiennent sur la base

---

1 Robert Boyer, « Feu le régime d'accumulation tiré par la finance », *Revue de la régulation*, n° 5, 1er trimestre 2009.

2 Pierre-Noël Giraud, *La mondialisation, émergences et fragmentations*, Auxerre, Éditions Sciences humaines, 2008.

3 Joseph Stiglitz, « Crise mondiale, emploi et protection sociale », allocution prononcée devant le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, le 12 mars 2009, à Genève, publiée dans *Revue internationale du travail*, volume 148, 2009/1-2.

d'une insuffisance du développement humain n'est pas soutenable. Y répondre requiert une nouvelle régulation des relations internationales, une nouvelle gouvernance mondiale fondée sur la démocratie sociale et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il ne s'agit pas de substituer le protectionnisme au libre-échange, le chacun pour soi au libéralisme échevelé, mais de promouvoir, au-delà de la logique d'échanges, un modèle de coopération capable d'assurer la mise en commun de ressources dans le processus de développement.

3. Les questions de la politique économique et de la gestion des entreprises reviennent légitimement au cœur du débat. On ne peut se contenter de quelques aménagements à la marge. Il s'agit maintenant de donner un nouveau contenu à la croissance et de mieux répondre aux besoins humains par la reconnaissance universelle des concepts de travail décent et de biens publics mondiaux, la mise en place de règles sociales et de protection de l'environnement de portée générale, le développement d'une politique cohérente de l'énergie, de l'industrie et de l'environnement, l'adoption de nouveaux indicateurs de développement humain englobant l'économique, le social, l'environnemental et le culturel.
4. Alors que la crise déstabilise profondément l'emploi, l'instauration d'une sécurité sociale professionnelle et un nouveau statut du travail salarié deviennent des enjeux fondamentaux. Cette perspective appelle un nouveau type d'intervention du mouvement syndical avec toutes les composantes du mouvement social. L'objectif est de redéfinir à la fois les contenus de la solidarité et les conditions d'une nouvelle croissance économique. Il s'agit d'établir un nouveau modèle de travail et d'emploi qui court-circuite le chômage.
5. La France, tout comme l'Union européenne, a besoin d'une politique industrielle nouvelle. Elle suppose une mobilisation collective des capacités humaines et des moyens financiers pour une stratégie de développement industriel, économique et social. Représentation, information, consultation, possibilité de contester les choix de gestion sont autant de domaines où des avancées structurelles sont nécessaires. Le principe d'une négociation collective transnationale en Europe doit être consacré par une initiative législative à ce niveau.
6. La conception de l'intervention publique doit changer sur la base de nouveaux droits pour les citoyens permettant d'établir une véritable démocratie sociale. Mais la force du droit à besoin de s'appuyer sur des institutions et des outils économiques et financiers. De ce point de vue, il y a urgence à concevoir un État développeur, des services publics dans plusieurs domaines – énergie, finance, transports, communications -, permettant tout à la fois l'égalité d'accès à un certain nombre de biens et services indispensable et l'exercice d'une pleine citoyenneté moderne.
7. Une réforme fiscale est indispensable. Elle doit permettre à l'impôt de retrouver ses trois fonctions principales: financer la production de biens publics répondant à l'intérêt général et aux besoins de la population, assurer l'équité en corrigeant les inégalités engendrées par la répartition primaire des revenus, participer à la politique économique en favorisant une croissance efficace et durable.

Face à la concurrence fiscale, un modèle fiscal européen est concevable. La prise en compte de la diversité et des spécificités des systèmes sociaux justifie que chaque pays soit libre de déterminer son niveau global d'imposition. En revanche, ce modèle suppose de s'entendre sur une harmonisation réelle des assiettes fiscales, voire celle des taux d'imposition des revenus de capitaux mobiliers, pour bannir au sein de l'Union européenne les pratiques de *dumping* vis-à-vis des particuliers comme des entreprises.

8. Il est indispensable de revitaliser la mission principale des banques, c'est-à-dire la création monétaire via le mécanisme de crédits au service de l'emploi et de l'investissement productif. Dans cette perspective, il convient de mettre en place un pôle financiers public comme le segment dynamique et exemplaire du système bancaire et financier. Le rôle des salariés et des citoyens, comme de la puissance publique, pour intervenir sur les choix de

- gestion est dès lors primordial.
9. Le développement solidaire des territoires est un élément de construction d'une solution durable à la crise. Dans cette perspective, des droits et des pouvoirs sont à conquérir pour peser sur les choix stratégiques des entreprises et dans la mise en œuvre des projets territoriaux garantissant les résultats en termes d'emplois et d'activités nouvelles. Nous préconisons de transformer les pôles de compétitivité en pôles de développement et de mettre en place des Conseils territoriaux pour la sécurité de l'emploi.
  10. Une démocratie sociale renforcée et élargie est un élément clé de ces transformations. Il est urgent de reconnaître des droits d'intervention pour les travailleurs et leurs représentants sur les choix de gestion des entreprises, jusqu'au sein des firmes multinationales. Mais il est aussi indispensable de reconnaître et répondre à la pluralité des préoccupations et exigences d'autres acteurs et groupes sociaux: les femmes, les immigrés, l'ensemble des groupes minoritaires. C'est la condition pour donner la priorité à un développement humain durable. »

Publié avec le consentement des auteurs.

Paris, le 12 Octobre 2010

Klaus Hagendorf

<http://eurodos.free.fr/mime>